

Tourisme et relations internationales **Perspective cavalière du dernier demi-siècle**

Georges Cazes

Volume 18, numéro 3, automne 1999

Le tourisme dans tous ses états

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1071845ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1071845ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cazes, G. (1999). Tourisme et relations internationales : perspective cavalière du dernier demi-siècle. *Téoros*, 18(3), 4–10. <https://doi.org/10.7202/1071845ar>

TOURISME ET RELATIONS INTERNATIONALES

PERSPECTIVE CAVALIÈRE DU DERNIER DEMI-SIÈCLE

Georges Cazes

En dépit d'une affirmation croissante – qui est l'objet même de cet article – le couple tourisme-relations internationales présente une situation hautement paradoxale qui oppose, d'un côté, des enjeux internationaux puissants en termes économiques, sociaux, géopolitiques et, de l'autre, une grande discrétion – voire une absence totale – des grandes rencontres et des structures de la vie internationale.

Comme c'est d'ailleurs très souvent le cas dans les cadres nationaux, on considère que l'activité touristique est importante et productive, mais qu'elle ne nécessite pas d'interventions publiques spectaculaires ni d'arbitrages politiques vigoureux. La discrétion sied bien à un secteur qui est réputé « bien fonctionner » sur sa vitesse acquise et ses structures organisationnelles, sans difficulté majeure ni inquiétude particulière...

Il est rare que l'on aille au-delà des apparences simplificatrices et satisfaites, sauf en quelques occasions d'un certain retentissement médiatique : fluctuations monétaires brutales et redoutables pour le pécule des touristes, faillites de sociétés organisatrices de voyages, attentats et enlèvements (Égypte, Casamance, Yémen), fermeture de frontières, etc. Des déclarations solennelles, du Pape, du Secrétaire général de l'UNESCO, de tel ou tel chef d'État ou de diverses autorités morales, peuvent aussi attirer subrepticement l'attention sur la dimension éthique et idéologique du tourisme international.

Si elle demeure peu informée des débats que le tourisme suscite parfois au sein des grandes réunions internationales (CNUCED, GATS, Banque Mondiale,

Traités de Lomé), l'opinion publique a bien conscience de l'exploitation que plusieurs responsables nationaux (Cuba, Birmanie, Cambodge, Émirats arabes unis, Afrique du Sud) font, ou ont fait, de leur politique d'ouverture et d'accueil des touristes étrangers. L'extrême sensibilité des flux touristiques aux fluctuations internationales et la très grande dépendance de nombreuses destinations – avec les exemples types de la Tunisie ou du Mexique – vis-à-vis des pays fournisseurs et de leurs entreprises, sont aussi confusément connues.

De même, on peut entendre les proclamations de satisfaction des pays leaders pour les arrivées (France) ou pour les recettes touristiques (États-Unis), voire pour la provenance (Allemagne) des flux internationaux : elles illustrent bien que le domaine en apparence paisible des vacances et des voyages n'échappe pas à la vigueur de la concurrence internationale.

Autant de notations disparates et forcément incomplètes qui ne permettent que d'imaginer et d'esquisser le tableau complexe des rapports tourisme-relations internationales.

À défaut de pouvoir nous appuyer sur les analyses détaillées qu'on aurait pu espérer des historiens et des politologues, nous

avons fait dans les pages qui suivent un double choix, sans doute trop réducteur : d'abord, celui de décrire, en géographe, l'empreinte spécifique du tourisme sur des espaces et des sociétés engagés dans une dynamique irrépressible de mondialisation ; ensuite, d'identifier et de présenter les étapes et les variations significatives du « discours touristique international » au cours du dernier demi-siècle.

LE TOURISME DANS LA MONDIALISATION : UN ACTEUR TROP MÉCONNU

Les analyses précises du tourisme international n'ayant pas vraiment leur place ici, nous nous permettons de renvoyer le lecteur aux divers ouvrages spécialisés indiqués en bibliographie et, notamment, à notre étude récente des « Migrations touristiques internationales » (Cazes, 1998). Par ailleurs, les publications périodiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme, dont le siège est à Madrid, fournissent les données statistiques nécessaires sur des bases conceptuelles désormais harmonisées, mais toujours discutables (l'acception « tourisme » comprend tous les motifs de déplacement, à l'exception de l'exercice d'une profession...).

La formidable croissance des flux du tourisme international est à relever en priorité. De 1950 à 1998, le total des arrivées touristiques (avec franchissement d'au moins une frontière) a été, en effet, multiplié par 25 pour atteindre 625 millions, avec des prévisions officielles de 1,2 milliard en 2010 et de 1,6 milliard en 2020. Le rythme de progression s'est stabilisé

autour de 3-4 % par an au terme d'un processus de décélération logique : + 18 % par an de 1950 à 1960, + 9 % de 1960 à 1970, + 6 % de 1970 à 1980.

Sans s'attarder aux causes aisément identifiables de cette émergence et de cette croissance (niveaux de vie et d'urbanisation, transports, politiques d'accueil et de développement touristique, etc.), il est intéressant de souligner que ce mouvement s'est nourri et accompagné d'une formidable diffusion géographique mondiale. Le « rayon de balayage » du tourisme international n'a pas cessé de s'étendre au-delà de ses foyers de départ, en intégrant à la fois de nouvelles destinations et des émetteurs émergents (Asie du Sud-Est, Amérique latine, Afrique du Sud, Australie). Les évolutions politiques ont permis le retour sur la scène touristique mondiale de pays qui s'en étaient, volontairement ou non, exclus (Europe orientale, Péninsule indochinoise, Birmanie, Chine, Cuba et Haïti, Madagascar, Afrique du Sud, Proche-Orient, Amérique centrale, etc.).

La quasi-totalité des régimes et des populations mondiales est désormais exposée au phénomène touristique, comme diverses recherches ethnologiques (notamment sur les Wanana de Guyane ou les Toraja de Sulawesi) l'ont, par exemple, récemment illustré.

Les bénéfices espérés du séjour des visiteurs étrangers peuvent conduire à un surprenant assouplissement des principes officiels : ainsi, dans la région du Golfe Persique, Oman et, surtout, Dubaï s'illustrent par des programmes vigoureux de développement touristique (hôtellerie de luxe, centres de congrès, et de boutiques hors taxe, parcs d'attraction).

Si la diffusion est significative – et fort visible dans les nouveaux lieux constamment ouverts et inscrits dans les catalogues de vacances –, elle n'a pas, pour autant, remis en cause la distribution des grandes masses touristiques. Le tourisme mondial reste, en grande majorité, un phénomène d'échanges de « proximité » entre pays industriels développés, leaders à la fois dans le domaine de la réception et celui de l'émission. Malgré un recul relatif, l'Europe et l'Amérique du Nord continuent à monopoliser 75 % environ des arrivées mondiales et placent huit pays dans le classement des dix premiers récepteurs mondiaux ; l'Allemagne et les États-Unis

alimentent, à eux seuls, le tiers environ du flux de touristes (et de devises) parcourant le monde.

La dynamique de mondialisation se lit principalement dans l'affirmation relative des destinations du « Sud » : elles reçoivent désormais près du tiers des arrivées mondiales comparativement à seulement 1/12 vers 1960 et 1/6 vers 1970.

Cette expansion globale diffère beaucoup de la « marée touristique » parfois décrite : au contraire, de vastes zones mondiales (Afrique subsaharienne, Amérique méridionale, Asie centrale) restent, étonnamment, peu attractives, tandis que l'ensemble Asie du Sud-Est – Pacifique s'attribue 80 % des gains d'arrivées enregistrées dans le « Sud » depuis deux décennies.

Avec un court ralentissement dû à la crise financière récente, ce sont les destinations asiatiques qui progressent le plus vite dans le tourisme mondial, illustrant – dans ce domaine aussi – des germes de basculement international en faveur de l'aire pacifique. La part des recettes touristiques mondiales enregistrées par cet ensemble est passée de 1,4 % en 1950 à plus de 15 % en 1995 et devrait approcher 25 % en 2020 ; selon les prévisions de l'OMT, la Chine pourrait devenir le premier pays récepteur du monde en 2020 (12^e rang en 1990, 6^e rang en 1996) et le quatrième pays émetteur !

Le « bassin asiato-pacifique » vient ainsi se ranger parmi les trois « Grands lacs de vacances » (G. Trigano, fondateur du Club Méditerranée) mondiaux, nettement devant le bassin méso-américain (Mexique et Antilles), mais loin encore du bassin méditerranéen qui concentre près du quart du flux mondial.

Le monde touristique s'organise, lui aussi, en pôles dominants et en aires périphériques de dépendance grossièrement disposés en auréoles autour du foyer émetteur : c'est la clé du succès de destinations telles que le Mexique et les Antilles, l'Espagne, la Grèce et la Tunisie, la Thaïlande et l'Indonésie. Les échanges intra-régionaux l'emportent partout, et de très loin, sur les longues distances : dans la zone Asie du Sud-Est-Pacifique, les premiers fournissent 76 % des arrivées internationales et, dans la zone européenne, environ 80 %. Une observation minutieuse de ces entrées fait systématiquement appa-

raître la nette prééminence d'un pays fournisseur, généralement limitrophe dans le « Nord » et plus lointain dans le « Sud », mais lié par une histoire et une langue communes ou des relations économiques privilégiées : ces « fuseaux touristiques » continuent à structurer le monde même si la mobilité croissante et généralisée des voyageurs a tendance à venir compliquer ce tableau traditionnel. Ainsi Mallorca était la chasse gardée des touristes français dans la période d'émergence, alors qu'aujourd'hui les provenances allemande (46 % des entrées) et britannique (29 %) l'emportent largement.

Le tourisme est désormais présenté comme la première industrie mondiale, ce qui est doublement discutable car le tourisme relève du secteur tertiaire et non du secteur industriel et cette évaluation fournie par le WTTC (World Travel and Tourism Council), puissant lobby des firmes mondiales du voyage, prend aussi en compte les revenus du transport. Au-delà de ces légitimes réserves de terminologie et de délimitation, l'ampleur des enjeux économiques d'un secteur généralement sous-estimé ne peut être discutée.

L'estimation minimale est celle des dépenses mondiales entraînées par la pratique du seul tourisme international : elle s'établit à 445 milliards de dollars en 1998, soit l'équivalent de 8 % des recettes mondiales d'exportations de marchandises et de 35 % des exportations de services. Pour les seuls pays du « Sud », les recettes obtenues grâce aux arrivées touristiques représentent près de trois fois plus que le montant de l'aide publique au développement. La participation du tourisme international au PIB, déjà notable dans certains pays développés (4,1 % au Canada, 5,9 % en Italie, 7,7 % en Suisse, 10,7 % en Espagne), peut se révéler, dans certaines situations spécifiques, tout à fait décisive : de 30 % à 50 % du PIB aux Bahamas, aux Bermudes, en Jamaïque, plus de 60 % aux Baléares et jusqu'à 84 % aux Maldives !

La prise en considération du tourisme interne et du transport des voyageurs, telle qu'elle est pratiquée par le WTTC, conduit à des évaluations beaucoup plus impressionnantes encore : « l'industrie du tourisme et du voyage » aurait produit un chiffre d'affaires de 3 400 milliards de dollars en 1995 ; ce chiffre atteindrait 7 200 milliards en 2005. Le total des emplois passerait, pour la même période, de 192

à 212 millions, soit de 1/9 à 1/8 de l'emploi mondial ; la participation au PIB mondial s'élèverait de 10,9 % à 11,4 % et, à l'investissement, de 11,4 %, à 11,8 % (pour un montant de 700 milliards de dollars en 1995).

En moyenne, les recettes du tourisme international et les emplois afférents auraient, selon l'OMT, progressé 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale de ces deux paramètres au cours des quinze dernières années. L'OMT a estimé, dans le cadre des travaux préparatoires à l'établissement d'un « compte satellite du tourisme », que le tourisme interne représente jusqu'à 70 % des séjours dans les hôtels et autres hébergements collectifs, ce qui conduit à estimer le poids total du tourisme en 1998 à des recettes de 1 700 milliards de dollars, pour plus de 3 milliards de voyages.

Pour la seule Union européenne, le tourisme fournirait 5,5 % du PNB, 6 % des emplois et plus de 30 % des recettes du compte « services » ; le total des entrées internationales devrait atteindre 530 millions en 2010, comparativement à 335 millions en 1995. En France, la « consommation touristique liée aux séjours » a dépassé 500 milliards de francs en 1996 et la balance « voyages » a laissé, en 1998, un solde positif d'environ 70 milliards de francs.

La mise en place progressive d'un puissant appareil entrepreneurial illustre et impulse tout à la fois la consécration économique et financière du tourisme international. Il n'y a pas lieu d'entrer ici dans le détail du système commercial multinational, mais quelques notations d'ordre général permettront d'en dessiner les contours essentiels :

- Le tourisme est un secteur toujours très fortement dual, associant un tissu dense et émiétté de petites entreprises familiales à une frange de grandes firmes, leaders dans leur pays d'origine et parfois au niveau mondial, dans certains secteurs particuliers : fabrication et organisation de voyages (tour-operating) ; hôtellerie de chaînes pour voyages d'affaires et séjours d'agrément, clubs de vacances, time-share (multi-proprété spatio-temporelle), transport spécifiquement touristique, etc.
- Le processus de concentration, plus horizontale que verticale, s'est vigoureu-

sement accéléré au cours des dernières années, principalement sur l'initiative de groupes bancaires et industriels, absorbant des chaînes hôtelières et de gros voyageurs, en particulier aux États-Unis et en Allemagne, le tourisme venant s'inscrire comme une branche supplémentaire dans de vastes constructions conglomeratiques à logique surtout financière.

- Les stratégies de multinationalisation des sociétés les plus puissantes et dynamiques se précisent : elles leur ont permis de surmonter, ou d'amortir, des crises localisées (guerre du Golfe, troubles en Amérique centrale, en Asie du Sud-Est, en Afrique orientale) par un simple jeu de compensation spatiale qui dépasse et marginalise les entreprises locales.
- Les stratégies d'entreprises sont étroitement inter-reliées avec la conjoncture du transport international qu'elles influencent de plus en plus fortement : ainsi, le loisir est désormais la motivation dominante de plus de 60 % des passagers long-courrier au départ des aéroports français (comparé à 45 % pour les clients moyen-courrier).

On pourrait aisément poursuivre la démonstration, mais elle nous paraît, à ce stade, largement suffisante pour convaincre de la participation, importante et croissante, du tourisme à l'activité internationale.

On pourrait encore se contenter de relever la faible reconnaissance politique et médiatique du phénomène, sans aller au-delà de cette classique déploration dans les milieux spécialisés.

Nous explorons, ici, une autre hypothèse qui est celle, non de l'omission globale, mais du flottement des points de vue internationaux vis-à-vis d'un secteur récemment développé, encore volatil et immature. Ce n'est pas tant l'absence de considération qui caractérise la place du tourisme dans les relations internationales, que l'incertitude et les fluctuations de son appréciation suivant sa situation spécifique et le contexte mondial dans lequel il s'inscrit. « La meilleure et la pire des choses », comme la langue d'Ésope, a-t-on souvent dit à propos du tourisme, sans grand sens de la mesure et des nuances : c'est à l'intérieur de cette gamme, considérable, que les positions internationales ont, depuis un demi-siècle environ, oscillé !

LES DISCOURS SUCCESSIFS DU TOURISME INTERNATIONAL : DE L'EUPHORIE AU RÉALISME

Même si le tourisme n'est pas absent dans l'entre-deux-guerres des analyses économiques et géographiques, c'est surtout à partir de la décennie 1950 qu'il connaît ses premières consécérations, à la fois scientifiques et politiques : ce sont d'ailleurs les mêmes personnalités pionnières (W. Hunziker, K. Krapf, R. Lonati) que l'on trouve à l'origine de l'AIEST (Association internationale des experts scientifiques du tourisme) et de l'UIOOT (Union internationale des organismes officiels de tourisme), préfiguration de l'Organisation Mondiale du Tourisme. L'argumentation de ces précurseurs est, en effet, tout autant économique que culturelle et géopolitique.

LE TOURISME, « MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT » ET DE REDISTRIBUTION

La logique de ce raisonnement est implacable et bien connue : par le biais de la consommation touristique déplacée, s'effectue un transfert financier, national ou international, de régions de forte production et d'urbanisation dense vers des régions généralement peu développées à la recherche de nouvelles ressources. Au début de la période qui nous intéresse, cette vision euphorique et confiante a été puissamment affirmée par les organisations internationales : PNUD, CNUCED, Banque Mondiale.

C'est, d'ailleurs, un haut responsable de cette dernière qui en a donné la version la plus optimiste, devenue classique : « Le tourisme représente pour les pays en voie de développement le véritable moteur du développement, de la même façon que le fut l'industrie lourde pour l'Europe du XIX^e siècle... Les pays développés vont pouvoir aider les pays pauvres en diffusant, par l'intermédiaire de leurs touristes, la connaissance, le savoir-faire, les valeurs des techniques et des capitaux à un pays en voie de développement de sorte que, peu à peu, sa société, sa culture et ses formes deviendront une variante de ce qui a fait le succès de la communauté atlantique des pays développés » (H. David Davies, 1966).

Un tel discours économiciste, assorti de considérations morales et idéologiques, a été repris et décliné jusqu'à l'écoeurement et, encore aujourd'hui, dans les affirmations les plus ingénues ! Diverses formules ont fait école : « le tourisme, passeport pour le développement », « le mirage des devises », « l'industrie sans cheminées ». Des calculs théoriques d'impact (le multiplicateur de revenus, d'emplois, de ressources fiscales) ont contribué, un peu illusoirement, à fonder et à encourager l'effort d'investissement dans les régions candidates à l'accueil touristique.

Cette activité nouvelle, souvent dernier recours économique dans des zones sans grandes perspectives économiques et démographiques, a été volontiers présentée comme une véritable panacée, à la fois fortement productive et aisée à développer : « matière première » (eau, air, paysages, ...) abondante et disponible, emplois nombreux et sans qualification exigeante.

Des analyses économiques approfondies et critiques ont, depuis longtemps déjà, mis en évidence les limites, les illusions, voire les mystifications, de cet obsédant argumentaire, mais sans vraiment contester le postulat de départ : l'ouverture d'un espace au tourisme est souhaitable car productrice, dans tous les cas, de revenus et d'emplois et facteur d'insertion dans les échanges mondiaux. En conséquence, toutes les mesures de libéralisation – policière, douanière, fiscale, réglementaire – sont recommandées et encouragées par les organisations internationales, de même que les actions de privatisation et de désengagement des États.

Progressivement, aussi, le discours économique s'est nuancé et affiné : on a incité les gouvernements à développer le tourisme intérieur à côté de l'accueil des visiteurs étrangers et à discipliner l'intervention des grandes firmes multinationales ; on a porté une attention croissante à la préservation de l'environnement, elle aussi source de revenus dans le cadre d'une politique de « développement durable ».

On a aussi établi la tradition de mettre en balance les effets positifs et les impacts, sinon totalement négatifs, au moins potentiellement porteurs de fuites et de risques.

LE DISCOURS DU TOURISME « FAISEUR DE PAIX »

C'est sur ce point que l'approche géopolitique du tourisme international s'est le

plus largement déployée. Les conférences internationales et les congrès, ainsi que les actes et les ouvrages qui en rendent compte, se sont multipliés sur ce thème, dès la période de reconstruction de l'après Seconde Guerre mondiale et – de manière intermittente mais récurrente – jusqu'à aujourd'hui. Les organisations internationales, UNESCO en tête, ont fortement diffusé le message, en forme d'acte de foi.

Les arguments essentiels en sont bien connus : les déplacements touristiques internationaux offrent une occasion exceptionnelle d'échanges et de rencontres entre cultures et sociétés, de connaissance, de respect et de compréhension mutuels, d'apprentissage de la différence et de la tolérance, d'initiation à la citoyenneté continentale et mondiale, d'acculturation douce et progressive.

Ils constituent « un merveilleux véhicule de propagation culturelle », pour reprendre les termes d'Alberto Sessa, la forme la plus agréable et la plus naturelle d'éducation au monde telle que devaient la pratiquer les jeunes aristocrates anglais faisant, au siècle dernier, leur « Grand Tour » sur le continent européen.

La guerre et le tourisme s'inscrivent, dans cette optique, dans une sorte de vaste système de vases communicants, l'ouverture – ou la réouverture – à la visite pacifique étrangère sanctionnant un recul de toutes les formes de violence, un retour aux principes démocratiques et à la sécurité civile : l'Europe de l'Est, le Proche-Orient, l'Amérique latine, l'Asie orientale en ont offert de convaincantes illustrations au cours des deux dernières décennies.

En recommandant un assouplissement des réglementations policières et douanières à l'entrée touristique, les organisations internationales sont convaincues d'œuvrer à l'établissement de la paix... même si elles prennent le risque de rendre plus compliqué le nécessaire contrôle des flux migratoires.

Certains leaders touristiques ont clairement affirmé leurs intentions dans ce but : ainsi Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée, a établi des villages de vacances dans divers pays du Proche-Orient alors en guerre et – mieux encore – a créé en 1997 une « Université du tourisme pour la culture et pour la paix ». Ce programme, a bénéficié des puissants soutiens de

l'UNESCO et de l'OMT, de l'Union européenne et de la région PACA, regroupait, à son démarrage, cinq établissements universitaires (Marseille, Nice, Casablanca, Bethléem, Beersheba) et devrait s'étendre dans le bassin méditerranéen, vers la Turquie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie ; il repose sur le principe de la diffusion de visioconférences à partir du centre de transmission de Marseille. L'expérience a rencontré quelques déconvenues à son lancement et est, de toute manière, trop récente pour pouvoir être jugée : dans l'optique ici privilégiée, on en retiendra surtout la finalité affichée, clairement indiquée dans son intitulé.

Avec le thème significatif de « Building bridges of peace, culture and prosperity through sustainable tourism », se tenait en octobre 1999 à Glasgow la troisième conférence mondiale organisée par l'I.I.P.T. – International Institute for Peace through Tourism (Vermont, USA) –, avec le soutien des grandes organisations internationales, OMT en tête. L'objectif était, notamment, d'élaborer un « Agenda 21 pour la paix par le tourisme » autour des concepts de tourisme responsable et durable.

LE TEMPS DES DÉNONCIATIONS ET DES EXHORTATIONS

L'analyse critique des effets sociaux du tourisme international est, depuis longtemps, le pendant obligé et systématique de sa glorification comme facteur de paix et de développement.

Cependant, une observation minutieuse des déclarations et des publications permet de déceler une sorte de « pic critique » au cours de la décennie 1970-1980 et légèrement au-delà. La simplification virulente de certaines affirmations s'est, certes, perpétuée (Marc Augé n'a-t-il pas affirmé que « le tourisme est la forme achevée de la guerre » ?), mais elle a eu tendance, depuis au moins quinze ans, à s'estomper au profit d'analyses équilibrées et sereines, en forme de bilan balancé des effets de « collision-collusion ».

Le tourisme a toujours éveillé, même dans les pays de haut niveau économique et social, une sorte d'instinctive méfiance, portant à la fois sur la « frivolité » de cette activité, son instabilité, sa rentabilité



Au Québec, le fameux « Tremblant » : l'une de ces rencontres des enjeux sociaux et internationaux du tourisme (photo Luc Noppen)

douteuse (en apparence), sa dépendance vis-à-vis de comportements de consommation souvent considérés comme somptuaires et fluctuants.

Les stratégies de développement et d'aménagement fondées sur la valorisation touristique ont dû, en conséquence, commencer par lever les inquiétudes, largement partagées dans des milieux très divers, dans les pays en développement comme dans les campagnes et, plus récemment, dans les villes des pays industriels.

Le florilège des déplorations et des dénonciations est étonnamment dense et prégnant, s'appuyant surtout sur des recherches sociologiques et ethnologiques, relayées par des articles de presse ou par des déclarations politiques de circonstance (voir, par exemple, le discours touristique « à géométrie variable », suivant le contexte économique, des dirigeants cubains, zambiens, vietnamiens ou birmanes...). Ce sont, en effet, les incidences sociales et culturelles qui sont ici le plus fermement critiquées sur la base d'une trilogie rhétorique largement explicitée dans nos recherches de thèse : acculturation, perversion (des mœurs, des individus, des identités, des productions artisanales...), subversion (des fondements économiques, culturels et politiques...). Dans cette optique, les « golden hordes » (Ash et Turner, 1975) dévastent sur leur passage des espaces fragiles et des sociétés fascinées dont l'identité profonde est mise doulou-

reusement à l'épreuve de la « most subversive industry » (J. Turner). De manière excessivement simplificatrice, on oppose les effets sociaux négatifs aux retombées économiques positives. Dans une seconde phase, on met l'éclairage sur les aspects environnementaux avec, généralement, des jugements sévères sur les concentrations touristiques lourdes qui engendrent des logiques de pression/agression, excédant la « capacité de charge » des sites et enclenchant des processus irréversibles de dégradation.

S'appuyant sur des cas-limites spectaculaires – les tribus du « Triangle d'or » ou les Inuits d'Amérique du Nord – s'est déployé dès l'orée des années 1970 un discours international de la déploration et de l'exhortation à maîtriser, à planifier, à limiter ou à détourner, voire à refuser le flux touristique. La référence à la logique néo-coloniale est obligée... et indiscutablement fondée, compte tenu du caractère organiquement extérieur du tourisme : dans ses clientèles comme dans ses entreprises et ses modèles d'aménagement et d'animation.

La volonté de révision critique a connu un moment fort lors de la Conférence de Washington organisée conjointement en 1975 par l'UNESCO et la Banque Mondiale. Au vu du bilan pour le moins mitigé établi par diverses études nationales et régionales, les responsables de la Banque Mondiale ont décidé de fermer leur départe-

ment du tourisme et d'interrompre leur aide financière au secteur, après une forte participation qui avait abouti à l'érection d'une dizaine de stations nouvelles (Cancún, Antalya, Agadir, Nusá Dua, etc.). Ce n'est que très récemment que les organismes dépendant de la Banque Mondiale (SFI, AMGI-Agence multilatérale de garantie des investissements) ont montré un regain d'intérêt pour le tourisme, compte tenu des perspectives de croissance du secteur (OMT, 1998).

De la période de dénonciation véhémente demeure aujourd'hui une construction rhétorique classiquement – et presque rituellement – évoquée, y compris par les thuriféraires du tourisme mondial ! Aussi, dans une réflexion sur « le tourisme dans le monde, conséquences et enjeux pour l'homme », F. Frangialli, actuel secrétaire général de l'OMT, dresse-t-il la liste des « effets négatifs... maintes fois décrits » :

[...] imposition d'un modèle de consommation importé qui bouleverse les circuits économiques préexistants et [...] développement du parasitisme, de la mendicité, de la prostitution, apparition de la délinquance, exode rural accéléré vers les zones touristiques, regroupement des émigrants dans des habitats précaires à la périphérie des stations ; le tourisme peut être tout cela, lorsque l'homme ne se domine pas et lorsqu'on ne domine pas le tourisme (Pastorale du tourisme, déc. 1993).

RECONNAISSANCE ET RECOMMANDATIONS : LE TEMPS DES CHARTES

Au cours de la décennie 1980-1990, éclôt un nouveau discours du tourisme international qui n'a pas cessé de s'amplifier depuis : aux condamnations succèdent désormais les recommandations. Essentiellement, sur un double plan :

- d'un côté, en termes fonctionnels, en faveur d'une maîtrise, d'une salubre planification du développement touristique... coïncidant malencontreusement avec le processus généralisé de désengagement des États, ce qui enlève beaucoup de crédibilité à cet affichage d'objectifs ;
- de l'autre côté, en termes moraux, en faveur d'un code éthique de la pratique

touristique vis-à-vis des espaces et des sociétés qui l'accueillent.

On ne saurait prétendre à dresser la liste exhaustive des documents généreux et moralisateurs tant ils ont récemment proliféré, sur l'initiative des organismes internationaux, des ONG et des associations diverses, des entreprises du voyage, des experts et des observateurs de toutes origines. Adressés, suivant les cas, aux professionnels, aux touristes ou à leurs hôtes, ils obéissent à une conception commune du « tourisme avec discernement », pour reprendre l'intitulé même de l'un d'entre eux. L'OMT a ouvert la voie avec sa fameuse « Déclaration de Manille » (1980), reprise et déclinée dans maintes conférences, à Acapulco, à Sofia, à Osaka, de nouveau à Manille, etc.

L'argumentation, assez redondante, peut être ainsi résumée : pour que le tourisme puisse jouer pleinement son rôle potentiel de développeur économique et de faiseur de paix, il importe d'être attentif à ses incidences négatives, sociales et environnementales, et donc d'éduquer les visiteurs, de discipliner les firmes multinationales, de fortifier la responsabilité des gouvernements et des organisations internationales, d'assurer la sécurité des personnes et des transactions.

Quelques prolongements graves – exactions et spoliations foncières et, surtout, prostitution et exploitation des enfants – sont particulièrement visés et ont pu donner lieu à de fortes mobilisations médiatiques (campagne ECPAT).

En septembre 1999, l'Assemblée générale de l'OMT a examiné pour adoption le « Code mondial éthique du Tourisme », dont le texte préparatoire a été largement discuté par les ONG et les associations concernées et, notamment, le TEN (Tourism European Network) et sa branche française, l'association « Transverses ».

L'UNESCO a, à diverses reprises au cours des dernières années, organisé des conférences et publié des contributions sur le tourisme international dont les conclusions et les recommandations rejoignent celles exprimées par l'OMT.

Parallèlement, certains *tour operators* ont tenté d'élaborer un corpus de règles de bonne conduite à l'usage de leurs confrères et de leurs clients : la plus récente initiative en ce sens, en France, est celle de « la

Charte éthique du voyageur », préparée et présentée en mars 1999 par le voyageur Atalante et ses partenaires (hôteliers, agences de voyage, compagnies aériennes, éditeurs de guides et de magazines, etc.).

Avec une vaste ambition et une finalité concrète, la campagne « Tourism against misery », lancée en 1998 par l'entrepreneur égyptien Moustapha El Gindy, va dans le même sens : un fonds de développement pour le financement de projets collectifs (éducation, eau, assainissement...) sera alimenté par la contribution des hôteliers qui participent à l'opération (2 francs par nuitée) en échange d'un label spécifique ; un dossier à suivre...

À ce panorama rapide il convient d'ajouter la « Charte pour le tourisme durable » adoptée à Lanzarote (Canaries) en avril 1995, sous l'égide, en particulier, de l'OMT et de l'UNESCO, dans le prolongement naturel de la Conférence de Rio de 1992 et des recommandations de « l'Agenda 21 ».

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

La consécration du tourisme comme élément constitutif et incontournable de la scène internationale est, comme on a pu le constater dans l'analyse qui précède, un processus à la fois irréversible à moyen terme et incertain dans sa marche quotidienne.

Deux constatations récentes viennent assez bien illustrer ce subtil balancement. Au titre des progrès significatifs, on pourra relever la mise en œuvre intéressante de programmes transnationaux, d'ampleur régionale (comme celui de Lubombo entre l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Swaziland ou du « Parc de la Paix » entre la Russie, la Chine et la Corée du Nord) ou clairement mondiale (comme « La Route de la Soie » et « La Route de l'Esclave » parrainées par l'UNESCO).

Dans une autre optique, les actions du « Plan Bleu » pour la Méditerranée, qui comprennent un important volet tourisme, marquent aussi la volonté de traiter les problèmes importants qui surgissent au niveau spatial pertinent, c'est-à-dire franchement multinational.

En revanche, l'organisation politique du tourisme international laisse encore paraître nombre d'insuffisances. Traité un peu

marginale dans les grandes conférences internationales, comme on l'a vu, le secteur touristique ne dispose toujours pas d'une structure mondiale à la mesure de son importance commerciale et économique.

Au moment de son retrait en 1998, le secrétaire général sortant de l'OMT A. Enriquez Savignac déplorait la fragilité financière de son organisation et son déficit de représentativité :

L'une de nos principales faiblesses à l'OMT vient de ce que les principaux pays développés anglophones se sont retirés. L'Australie, le Canada et les États-Unis nous ont quittés. La Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni n'ont jamais été membres, pas plus que la Suède, la Norvège ou le Danemark. C'est là une sérieuse cause d'inquiétude et cela signifie que nous ne répondons pas aux besoins de leur monde en évolution rapide.

On peut, en terminant ces réflexions, s'interroger globalement : est-ce seulement l'instrument approprié qui fait défaut ou la faiblesse de celui-ci n'illustre-t-elle pas la persistante immaturité d'une théorie du tourisme dans les relations internationales ? Et n'est-ce pas le moment opportun pour créer enfin « l'Observatoire géopolitique du Tourisme international » dont nous avons ailleurs esquissé les contours ? Il est également intéressant, en terminant, d'esquisser le cadre prospectif dans lequel le tourisme pourrait s'inscrire au cours des prochaines décennies. En dehors des mutations majeures aujourd'hui imprévisibles, d'ordre technique ou politique, quelques méga-tendances paraissent être à l'œuvre et devoir s'affirmer et se déployer dans le court et le moyen terme. Nous les énumérerons rapidement sans nous attarder sur leurs modalités et leurs nuances.

Une poursuite de la croissance globale des déplacements touristiques sans doute internationaux (prévision de 1,6 milliard d'arrivées en 2020 selon l'OMT) mais, plus massivement, intérieurs sous l'effet d'un double processus : l'affirmation des pratiques de tourisme dans les « pays émergents » (Chine et autres NPI d'Asie, Maroc, Mexique, Argentine, etc.), d'un côté, et, de l'autre, l'irrépressible montée des mobilités de loisir (séjours courts et fractionnés, tourisme de proximité, etc.)

dans les pays dits développés. Avant de se porter vers l'étranger, ces nouveaux flux vont d'abord balayer et irriguer les territoires nationaux, relançant parfois l'activité touristique de destinations un temps négligées (urbaines et périurbaines, espaces ruraux) en s'appuyant sur les formes innovantes (écotourisme, tourisme culturel, tourisme d'aventure).

En toute logique, la dynamique de croissance telle qu'elle vient d'être ébauchée devrait se traduire par une réduction sensible des inégalités géographiques actuellement les plus marquées. Les prévisionnistes tablent sur une progression globale, en termes absolus et relatifs, des destinations du monde en transition (Europe centrale et orientale) et du « Sud » en développement, et, notamment, sur une reprise de l'activité d'accueil en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud, etc. Ces réajustements seront très probablement accompagnés de crises passagères, de transfert brutaux de fréquentation d'un pays vers l'autre ou entre deux régions, de compétition acharnée pour se partager un gâteau encore très réduit (l'OMT évalue à 3,5 % en 1996 la part de la population mondiale qui pratique le tourisme international, avec une prévision de 7 % vers 2020).

Plusieurs évolutions sectorielles risquent de converger, en définitive, vers une reconnaissance générale des enjeux économiques fondamentaux suscités par l'activité touristique. On y relèvera, sans commentaire, les efforts continus pour construire un modèle international de « compte satellite du tourisme » (OMT, 1999), l'affirmation puissante de « firmes globales » dans la filière touristique (surtout dans l'aérien, la production et la distribution de voyages, l'hôtellerie et les clubs de vacances), les formidables perspectives offertes par l'informatisation (centrales mondiales de réservation, ventes directes par Internet, etc.). Comme dans beaucoup d'autres domaines économiques, la croissance globale et la diffusion spatiale des flux devraient être indissociables d'une concentration renforcée des pôles de décision et des têtes de réseaux, « hubs » traditionnels et nouveaux.

La réflexion prospective paraît très délicate et incertaine dans le domaine politique. Une simple prolongation des tendances récentes se traduirait par une discrétion internationale maintenue sur un sec-

teur dont on reconnaît, par ailleurs, l'importance économique. Une aggravation prévisible des problèmes de sécurité des personnes en voyage et des incidences de la pression touristique sur l'environnement pourrait, en revanche, conduire à l'organisation d'une grande conférence internationale sur le tourisme, d'une envergure comparable à celle consacrée habituellement à d'autres secteurs socio-économiques. Ce pourrait être l'occasion de reconnaître et de consacrer le développement de la coopération technique dans le secteur touristique, en l'inscrivant dans un système international vraiment concerté. Des relations commerciales actuellement marquées par la rudesse et le cynisme, par exemple entre *tours operators* des pays développés et hôteliers des pays en développement, mériteraient un tel effort de codification et de coordination internationales. Il est évident, cependant, que la poursuite de l'expansion actuelle du libéralisme mondial peut aller à l'encontre des évolutions souhaitables...

Georges Cazes, auteur de nombreux ouvrages sur le tourisme international, est professeur de géographie à l'Institut de géographie de l'Université de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne. Il est aussi l'un des principaux animateurs du GDR-Tourisme au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).



BIBLIOGRAPHIE

- Ash et Turner (1975), *The Golden Hordes. International Tourism and the Leisure Periphery*, London, Constable.
- Cazes, G. (1989), *Les nouvelles colonies de vacances : le tourisme international à la conquête du Tiers-Monde*, Paris, L'Harmattan.
- Cazes, G. (1992), *Tourisme et Tiers-Monde : un bilan controversé*, Paris, L'Harmattan.
- Cazes, G. (1998a), « Les mobilités touristiques internationales », *La planète nomade*, Berlin.
- Cazes, G. (1998b), « Plaidoyer et propositions pour la création d'un Observatoire géopolitique du tourisme », *Revue de Tourisme*, n° 2.
- De Kadt, E. (dir.) (1979), *Tourisme, passeport pour le développement ?*, Paris, Économica.
- Michaud, J.-L. (dir.) (1992), *Tourisme, chance pour l'économie, risque pour les sociétés*, Paris, PUF.
- Michel, F. (1998), *Tourisme, touristes, sociétés*, Paris, L'Harmattan.
- Organisation mondiale du Tourisme (OMT), *Annuaire statistiques et Rapports spéciaux*, Madrid
- Unesco (1996), *Culture, tourisme, développement : les enjeux du XXI^e siècle*, Paris, juin.
- Vellas, F. (1985), *Économie et politique du tourisme international*, Paris, Économica.